



ENVOYE A FIN
DE NOTIFICATION
LE 25 octobre 2019

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
GRAND SUD-CARAÏBES**

(population : 81 732 habitants)

Budget primitif de 2019

**Article L. 1612-5 du code général
des collectivités territoriales**

AVIS N° 2019-0120

SAISINES N° 19-22-971.L 1612-5

SEANCE DU 3 OCTOBRE 2019

LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES DE LA GUADELOUPE

VU, le code général des collectivités territoriales ;

VU, le code des juridictions financières ;

VU, l'arrêté du préfet de la Guadeloupe en date du 28 mai 2018 portant délégation de signature à Mme Virginie KLES, secrétaire général de la préfecture ;

VU, l'avis n° 2019-0112 rendu ce même jour par la chambre régionale des comptes de la Guadeloupe sur le compte administratif de 2018 de la communauté d'agglomération Grand Sud-Caraïbe (CAGSC) ;

VU, la lettre en date du 25 avril 2019, enregistrée au greffe de la chambre le 26 avril 2019, par laquelle le préfet de la Guadeloupe a saisi la chambre régionale des comptes du budget primitif de 2019 de la CAGSC ;

VU, la lettre en date du 6 mai 2019, par laquelle le président de la chambre régionale des comptes a invité le président de la CAGSC à présenter ses observations ;

VU, les réponses et documents communiqués par l'ordonnateur, par le comptable, ensemble les pièces du dossier ;

Après avoir entendu M. STEFANIZZI, premier conseiller, en son rapport ;

EMET L'AVIS SUIVANT,

CONSIDERANT que le préfet de la Guadeloupe a saisi la chambre régionale des comptes, afin qu'elle constate que le budget primitif de 2019 de la communauté d'agglomération Grand Sud-Caraïbe, comprenant un budget principal et quatre budgets annexes, n'a pas été voté en équilibre ; qu'elle propose, en ce cas, à la collectivité les mesures nécessaires au rétablissement de l'équilibre budgétaire et qu'elle demande à l'organe délibérant une nouvelle délibération ;

I. SUR LA RECEVABILITE DE LA SAISINE

CONSIDERANT que la saisine a été signée par le secrétaire général de la préfecture, Mme Virginie KLES, « *pour le préfet et par délégation* » ;

CONSIDERANT que le préfet de la Guadeloupe a délégué sa signature à la secrétaire générale de la préfecture, Mme Virginie KLES, par arrêté 28 mai 2018 publié au recueil des actes administratifs de la préfecture le 29 mai 2018 ; que, dès lors, la signataire a qualité pour saisir la chambre de ce budget ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L. 1612-5 du code général des collectivités territoriales (CGCT) « *Lorsque le budget d'une collectivité territoriale n'est pas voté en équilibre réel, la chambre régionale des comptes, saisie par le représentant de l'Etat [...], le constate et propose à la collectivité territoriale, dans un délai de trente jours à compter de la saisine, les mesures nécessaires au rétablissement de l'équilibre budgétaire et demande à l'organe délibérant une nouvelle délibération. La nouvelle délibération, rectifiant le budget initial, doit intervenir dans un délai d'un mois à partir de la communication des propositions de la chambre régionale des comptes. Si l'organe délibérant ne s'est pas prononcé dans le délai prescrit, ou si la délibération prise ne comporte pas de mesures de redressement jugées suffisantes par la chambre régionale des comptes, qui se prononce sur ce point dans un délai de quinze jours à partir de la transmission de la nouvelle délibération, le budget est réglé et rendu exécutoire par le représentant de l'Etat dans le département* » ;

CONSIDERANT que les termes de l'équilibre réel sont définis par l'article L. 1612-4 du CGCT qui disposent que « *Le budget de la collectivité est en équilibre réel lorsque la section de fonctionnement et la section d'investissement sont respectivement votées en équilibre, les recettes et les dépenses ayant été évaluées de façon sincère [...]* » ;

CONSIDERANT que le budget principal de 2019 de la communauté d'agglomération a été voté le 11 avril 2019, sans reprise des restes à réaliser ni des résultats de l'exercice 2018 ; qu'il présente un déséquilibre de la section de fonctionnement de - 1 651 658,56 € et de la section d'investissement de - 1 599 714,64 € ; que les budgets annexes « *Eau* », « *Assainissement* », « *Transport* » et « *Irrigation* » ont aussi été votés en déséquilibre ; qu'ainsi, la saisine par le préfet au titre de l'article L. 1612-5 du CGCT est recevable ;

II. SUR LE DESEQUILIBRE DU BUDGET PRIMITIF DE 2019

II. A. Sur le budget voté

CONSIDERANT que le conseil communautaire de la CAGSC, lors de sa séance du 11 avril 2019, a voté le budget primitif de 2019 avec les déséquilibres suivants :

II. A. 1. Budget principal (- 3 251 373,20 €)

Tableau n°1 : Budget primitif principal de 2019 voté (en euros)

Section de fonctionnement	Prévisions	Restes à réaliser	Total
Recettes	38 267 643,00	0,00	38 267 643,00
Dépenses	39 919 301,56	0,00	39 919 301,56
Résultat de l'exercice	-1 651 658,56	0,00	-1 651 658,56
Résultats antérieurs	0,00	0,00	0,00
Total	-1 651 658,56	0,00	-1 651 658,56
Section d'investissement	Prévisions	Restes à réaliser	Total
Recettes	3 306 426,33	0,00	3 306 426,33
Dépenses	4 906 140,97	0,00	4 906 140,97
Résultat de l'exercice	-1 599 714,64	0,00	-1 599 714,64
Résultats antérieurs	0,00	0,00	0,00
Total	-1 599 714,64	0,00	-1 599 714,64
Total des deux sections	-3 251 373,20	0,00	-3 251 373,20

Source : CAGSC

II. A. 2. Budget annexe « Eau » (- 10 056 441,70 €)

Tableau n°2 : Budget primitif annexe « Eau » de 2019, voté (en euros)

Section de fonctionnement	Prévisions	Restes à réaliser	Total
Recettes	10 651 073,05	0,00	10 651 073,05
Dépenses	18 724 670,00	0,00	18 724 670,00
Résultat de l'exercice	-8 073 596,95	0,00	-8 073 596,95
Résultats antérieurs	0,00		0,00
Total	-8 073 596,95	0,00	-8 073 596,95
Section d'exploitation	Prévisions	Restes à réaliser	Total
Recettes	190 608,73	0,00	190 608,73
Dépenses	2 173 453,48	0,00	2 173 453,48
Résultat de l'exercice	-1 982 844,75	0,00	-1 982 844,75
Résultats antérieurs	0,00		0,00
Total	-1 982 844,75	0,00	-1 982 844,75
Total des deux sections	-10 056 441,70	0,00	-10 056 441,70

Source : CAGSC

II. A. 3. Budget annexe « Assainissement » (1 519 468,13 €)

Tableau n°3 : Budget primitif annexe « Assainissement » de 2019, voté (en euros)

Section de fonctionnement	Prévisions	Restes à réaliser	Total
Recettes	4 706 003,20	0,00	4 706 003,20
Dépenses	5 053 828,00	0,00	5 053 828,00
Résultat de l'exercice	-347 824,80	0,00	-347 824,80
Résultats antérieurs	0,00	0,00	0,00
Total	-347 824,80	0,00	-347 824,80
Section d'exploitation	Prévisions	Restes à réaliser	Total
Recettes	2 444 267,40	0,00	2 444 267,40
Dépenses	576 974,47	0,00	576 974,47
Résultat de l'exercice	1 867 292,93	0,00	1 867 292,93
Résultats antérieurs	0,00	0,00	0,00
Total	1 867 292,93	0,00	1 867 292,93
Total des deux sections	1 519 468,13	0,00	1 519 468,13

Source : CAGSC

II. A. 4. Budget annexe « Transport » (- 595 186,31 €)

Tableau n°4 : Budget primitif annexe « Transport » de 2019, voté (en euros)

Section de fonctionnement	Prévisions	Restes à réaliser	Total
Recettes	4 239 372,27	0,00	4 239 372,27
Dépenses	4 845 629,00	0,00	4 845 629,00
Résultat de l'exercice	-606 256,73	0,00	-606 256,73
Résultats antérieurs	0,00		0,00
Total	-606 256,73	0,00	-606 256,73
Section d'exploitation	Prévisions	Restes à réaliser	Total
Recettes	170 847,00	0,00	170 847,00
Dépenses	159 776,58	0,00	159 776,58
Résultat de l'exercice	11 070,42	0,00	11 070,42
Résultats antérieurs	0,00		0,00
Total	11 070,42	0,00	11 070,42
Total des deux sections	-595 186,31	0,00	-595 186,31

Source : CAGSC

II. A. 5. Budget annexe « Irrigation » (- 29 344,81 €)

Tableau n°5 : Budget primitif annexe « Irrigation » de 2019, voté (en euros)

Section de fonctionnement	Prévisions	Restes à réaliser	Total
Recettes	86 465,19	0,00	86 465,19
Dépenses	115 810,00	0,00	115 810,00
Résultat de l'exercice	-29 344,81	0,00	-29 344,81
Résultats antérieurs	0,00		0,00
Total	-29 344,81	0,00	-29 344,81
Section d'exploitation	Prévisions	Restes à réaliser	Total
Recettes	18 000,00	0,00	18 000,00
Dépenses	18 000,00	0,00	18 000,00
Résultat de l'exercice	0,00	0,00	0,00
Résultats antérieurs	0,00		0,00
Total	0,00	0,00	0,00
Total des deux sections	-29 344,81	0,00	-29 344,81

Source : CAGSC

II. B. Sur le déséquilibre réel

CONSIDERANT qu'il revient à la chambre de vérifier la sincérité des recettes et des dépenses ;

CONSIDERANT que, dans son avis n° 2019-112 rendu ce jour sur le compte administratif de 2018, la chambre a arrêté et corrigé les restes à réaliser ;

II. B. 1. Corrections des restes à réaliser

a. *Au budget principal*

Tableau n°6 : Report des restes à réaliser du budget principal (en euros)

Budget principal	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	2 260 584,44	0,00
Investissement	108 538,03	51 005,18

Source : compte administratif de 2018 corrigé par la chambre

b. *Au budget annexe « Eau »*

Tableau n°7 : Report des restes à réaliser du budget annexe « Eau » (en euros)

Budget annexe « Eau »	Dépenses	Recettes
Exploitation	955 778,00	1 235 923,95
Investissement	297 822,52	1 275 280,27

Source : compte administratif de 2018 corrigé par la chambre

c. *Au budget annexe « Assainissement »*

Tableau n°8 : Report des restes à réaliser du budget annexe « Assainissement » (en euros)

Budget annexe « Assainissement »	Dépenses	Recettes
Exploitation	0,00	347 824,80
Investissement	2 019 038,53	151 745,60

Source : compte administratif de 2018 corrigé par la chambre

d. *Au budget annexe « Transport »*

Tableau n°9 : Report des restes à réaliser du budget annexe « Transport » (en euros)

Budget annexe « Transport »	Dépenses	Recettes
Exploitation	0,00	206 256,73
Investissement	11 070,42	0,00

Source : compte administratif de 2018 corrigé par la chambre

e. *Au budget annexe « Irrigation »*

Tableau n°10 : Report des restes à réaliser du budget annexe « Irrigation » (en euros)

Budget annexe « Irrigation »	Dépenses	Recettes
Exploitation	0,00	29 344,81
Investissement	0,00	0,00

Source : compte administratif de 2018 corrigé par la chambre

II. B. 2. Sur la sincérité des autres inscriptions budgétaires

a. *Au budget principal*

CONSIDERANT que l'état des restes à recouvrer arrêté au 31 décembre 2015 comprend des titres à hauteur de 1 057 947,94 € dont le recouvrement semble compromis ; qu'il convient d'en constater la dépréciation en permettant leur apurement sur trois exercices ; qu'ainsi, une provision pour dépréciation des éléments de l'actif doit être constituée au chapitre 68 « Dotations aux amortissements et provisions », pour un montant de 352 649,31 € ;

CONSIDERANT que la CAGSC n'amortit pas, à tort, les frais d'étude et de recherches ni les subvention d'équipement versée aux communes membres ; qu'il convient de le faire sur cinq ans et 15 ans, à défaut de connaître les durées réelles des biens financés auxquels ils se rapportent ; qu'ainsi, compte tenu du montant du solde débiteur des comptes afférents, le montant amorti à inscrire au chapitre 042 « Opérations d'ordre de transfert entre section » proposé par la CAGSC et retenu par la chambre, s'élève à 243 461,74 € ;

CONSIDERANT, en conséquence, que le montant des dépenses de fonctionnement après correction, y compris les restes à réaliser et le report du déficit antérieur, s'élève à 48 812 430,96 € ;

CONSIDERANT que la quote-part des subventions transférables amorties s'élève à 529 081,58 € ; qu'elle doit être inscrite en recettes de fonctionnement au chapitre 042 précité ; qu'en conséquence, le montant des recettes de fonctionnement après correction, y compris les restes à réaliser, s'élève à 38 796 724,58 € ;

CONSIDERANT la nécessité d'inscrire en dépenses d'investissement la contrepartie de l'amortissement des subventions transférables au chapitre 040 « *Opérations d'ordre de transfert entre section* », soit 529 081,58 € ;

CONSIDERANT, en conséquence, que le montant des dépenses d'investissement après correction, y compris les restes à réaliser s'élève à 5 652 298,61 € ;

CONSIDERANT que la CAGSC a inscrit le FCTVA de 2017 pour un montant de 217 905,67 € alors qu'il est estimé par la chambre, sur la base des dépenses éligibles, à 51 005,18 € ; qu'elle a inscrit le FCTVA de 2018 pour un montant de 670 397 € alors qu'il est estimé par la chambre, sur la base des dépenses éligibles, à 48 196,63 € ; qu'ainsi le montant inscrit au chapitre 10 « *Dotations et fonds divers* » doit être réduit de 789 100,87 € ;

CONSIDERANT la nécessité d'inscrire en recettes d'investissement la contrepartie de l'amortissement des subventions d'équipements au chapitre 040 « *Opérations d'ordre de transfert entre section* », soit 243 461,74 € ;

CONSIDERANT, en conséquence, que le montant des recettes d'investissement après correction, y compris les restes à réaliser et l'excédent reporté, s'élève à 3 959 385,51 € ;

b. Au budget annexe « Eau »

CONSIDERANT que la CAGSC n'a pas inscrit la totalité des achats d'eau qu'elle effectue auprès du SIAEAG, estimant qu'il s'agit d'une dette incertaine qu'elle a inscrite pour partie en provision ; que cette provision doit être annulée ; qu'en revanche, un complément de 2 M€ doit être ajouté à la prévision de 2 M€ déjà inscrite au titre de l'exercice 2019 ; qu'elle est redevable au SIAEAG de 3,8 M€ à la suite de sa condamnation par la cour d'appel de Bordeaux ; qu'elle doit le solde de la redevance de 2016, soit 89 732 €, à l'Office de l'eau ; qu'ainsi, 5 889 732 € doivent être ajoutés au chapitre 011 « *Charges à caractère général* » ;

CONSIDERANT que la CAGSC n'a pas inscrit la totalité des intérêts moratoires qu'elle doit à ses fournisseurs ; qu'un complément de 346 158,55 € doit être ajouté au montant prévu de 150 000 € au chapitre 67 « *Charges exceptionnelles* », compte tenu du montant des restes à payer au 31 décembre 2018, soit 4,3 M€ ;

CONSIDERANT que l'état des restes à recouvrer arrêté au 31 décembre 2015 comprend des titres, âgés de plus quatre ans, durée de la prescription, à hauteur de 1 326 287,57 € dont le recouvrement semble compromis ; qu'il convient d'en constater la dépréciation en permettant leur apurement sur trois exercices ; qu'ainsi, une provision pour dépréciation des éléments de l'actif doit être constituée au chapitre 68 « *Dotations aux amortissements et provisions* » pour un montant de 442 095,86 € ; qu'un montant de 6 479 140 € est inscrit en provision ; qu'il n'est plus justifié, les achats d'eau auprès du SIAEAG constituant une dette certaine au tarif de 0,35 € le mètre-cube ; qu'ainsi, la provision doit être réduite de 6 037 044,14 € ;

CONSIDERANT la nécessité d'inscrire en dépenses d'exploitation la charge d'amortissement des frais d'études qui s'élèvent à 1 350 586,90 € sur cinq ans, soit 270 117,38 € au chapitre 042 « *Opérations d'ordre de transfert entre section* » ;

CONSIDERANT, en conséquence, que le montant des dépenses d'exploitation après correction, y compris les restes à réaliser et le report du déficit antérieur, s'élève à 34 681 568,01 € ;

CONSIDERANT que la CAGSC a facturé avec plusieurs années de retard ses redevables ; que les titres de rattachement ne sont pas apurés d'un exercice sur l'autre, diminuant artificiellement le montant des recettes titrées ; qu'il en résulte une méconnaissance du montant réel à titrer ;

CONSIDERANT qu'avec l'aide du service de facturation de la direction de la régie de l'eau, la chambre a pu reconstituer, sur la base de l'exercice 2017, le montant annuel à facturer et à titrer et, par là-même, calculer le montant des recettes de 2019 qui s'élève à 10 965 540,93 € ;

CONSIDERANT que la CAGSC a inscrit une recette prévisionnelle de 11 581 255,95 €, supérieure de 615 715,02 € au montant calculé par la chambre ; qu'ainsi, le chapitre 70 « *Produits des services* » doit être diminué de ce montant ;

CONSIDERANT que la quote-part des subventions transférables amorties sur 20 ans s'élève à 275 328,07 € ; qu'elle doit être inscrite en recettes d'exploitation au chapitre 042 précité ; qu'en conséquence, le montant des recettes d'exploitation après correction, y compris les restes à réaliser, s'élève à 12 782 534,00 € ;

CONSIDERANT la nécessité d'inscrire en dépenses d'investissement la contrepartie de l'amortissement des subventions transférables au chapitre 040 « *Opérations d'ordre de transfert entre section* », soit 275 328,07 € ; qu'en conséquence, le montant des dépenses d'investissement après correction, y compris les restes à réaliser, s'élève à 3 044 426,59 € ;

CONSIDERANT la nécessité d'inscrire en recettes d'investissement la contrepartie de l'amortissement des frais d'études au chapitre 040 « *Opérations d'ordre de transfert entre section* » soit 270 117,38 € ; qu'en conséquence, le montant des recettes d'investissement après correction, y compris les restes à réaliser et l'excédent reporté, s'élève à 3 293 702,34 € ;

c. Au budget annexe « Assainissement »

CONSIDERANT que la CAGSC n'a pas inscrit la totalité des intérêts moratoires qu'elle doit à ses fournisseurs ; qu'un complément de 58 676,78 € doit être ajouté aux 39 024 € prévus au chapitre 67 « *Charges exceptionnelles* », compte tenu du montant des restes à payer au 31 décembre 2018, soit 733 459,75 € ;

CONSIDERANT que l'état des restes à recouvrer, arrêté au 31 décembre 2015, comprend des titres à hauteur de 230 635 € dont le recouvrement semble compromis ; qu'il convient d'en constater la dépréciation en permettant leur apurement sur l'exercice 2019 ; qu'ainsi, une provision pour dépréciation des éléments de l'actif doit être constituée au chapitre 68 « *Dotations aux amortissements et provisions* », pour un montant de 230 635 € ;

CONSIDERANT que la CAGSC n'inscrit pas, depuis sa création au moins, un niveau d'amortissement compatible avec le taux d'usure des réseaux, faussant ainsi le résultat réel d'exploitation et, surtout, ne permettant pas leur renouvellement ; que cette charge constitue une dépense obligatoire ;

CONSIDERANT que l'actif brut fin 2018 s'élève à 36 278 852 € ; qu'il peut raisonnablement s'amortir sur 30 ans ; que, selon l'amortissement des réseaux d'eau (31,22 %) réalisé par la CAGSC, il resterait 20 ans d'amortissement à constater ; qu'en conséquence, le montant de l'amortissement à inscrire au titre des années antérieures à 2019 s'élève à 9 714 888,02 €, et celui pour l'année 2019 à 1 247 579,75 ; que, compte tenu de l'inscription de 257 000 € pour charge d'amortissement annuel, un complément de 990 579,75 € doit être inscrit, portant le montant total à inscrire au chapitre 042 précité à 10 845 693,31 € dont la contrepartie se retrouve en section d'investissement en recette, au chapitre 042 précité ;

CONSIDERANT que la CAGSC a contesté ce calcul, estimant que l'amortissement devait démarrer en 2019 et pour une durée de 50 ans ; que cette solution, outre qu'elle est contraire à la réalité économique, ne permettrait pas le renouvellement des réseaux si elle était mise en œuvre alors que c'est l'objet même de l'amortissement ;

CONSIDERANT qu'ainsi, il convient de ne pas retenir la proposition de la CAGSC et de maintenir le montant calculé par la chambre ;

CONSIDERANT qu'au total, le montant des dépenses d'exploitation, y compris les restes à réaliser mais sans compter le virement à la section d'investissement, s'élève à 14 257 663,09 € ;

CONSIDERANT que, comme pour le budget de l'eau, la facturation des produits de la redevance d'assainissement est incomplète ; que, selon l'estimation de la chambre, elle s'élève chaque année au moins à 9 800 697 € ; qu'en conséquence, un complément de produits de 4 912 321,80 € doit être inscrit au chapitre 70 « *Produit des services* » ;

CONSIDERANT que doit être inscrit en produit d'exploitation au chapitre 042 précité la quote-part d'amortissement annuel des subventions transférables, soit 79 627,69 €, constaté en dépenses d'investissement au chapitre 040 précité ;

CONSIDERANT qu'ainsi, le montant total des recettes d'exploitation, y compris les restes à réaliser et l'excédent reporté, s'élève à 12 173 566,15 € ;

CONSIDERANT que le total des dépenses d'investissement, y compris les restes à réaliser, s'élève à 4 694 679,22 € ; que le total des recettes d'investissement, y compris les restes à réaliser, l'excédent reporté, l'affectation au 1068 « *Excédent de fonctionnement capitalisé* » de 491 051,75 € nécessaire à la couverture du besoin de financement de l'exercice 2018 mais sans compter le virement de la section d'exploitation, s'élève à 13 529 574,84 € ;

d. Au budget annexe « Transport »

CONSIDERANT que, chaque année, le budget annexe « *Transport* » est excédentaire de 1,2 M€ qui ne sont pas affectés au réseau de transport urbain alors que la subvention d'exploitation de 996 000 € versée par l'Etat et le prélèvement de la taxe de transport qui rapporte 2,6 M€ par an, lui en font l'obligation ; que la CAGSC se sert de ce résultat pour

financer des dépenses du budget général, en méconnaissance de la loi ; qu'en conséquence, ce surplus de recette doit être restitué à ses bénéficiaires, c'est-à-dire à l'Etat pour 996 000 € et aux entreprises contribuables pour 582 351,83 €, compte tenu des excédents accumulés depuis 2017 ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'un montant de 1 578 351,83 € doit être inscrit au chapitre 67 « *Charges exceptionnelles* » afin de permettre ces remboursements ;

CONSIDERANT qu'un complément d'amortissement est nécessaire au chapitre 042 précité d'un montant de 4 178,75 € ; que la CAGSC souhaite engager des travaux d'accessibilité pour 1 956 000 € et divers aménagements pour 100 000 € ;

e. Au budget annexe « Irrigation »

CONSIDERANT que les inscriptions, autres que celles des restes à réaliser, du budget annexe « *Irrigation* » de 2019 n'appellent pas d'observation ;

II. B. 3. Sur les budgets corrigés par la chambre

CONSIDERANT qu'il résulte de ce qui précède que :

- le budget principal de 2019, après correction de sa sincérité par la chambre, est en déséquilibre de - 11 708 619,48 € dont - 10 015 706,38 € proviennent de la section de fonctionnement, calculé comme il suit :

Tableau n°11 : Budget principal de 2019 après correction par la chambre (en euros)

Section de fonctionnement	Budget voté	Corrections CRC	Budget corrigé
Recettes	38 267 643,00	529 081,58	38 796 724,58
Dépenses	42 179 886,00	2 856 695,49	45 036 581,49
Résultat de l'exercice	-3 912 243,00	-2 327 613,91	-6 239 856,91
Résultats antérieurs	0,00	-3 775 849,47	-3 775 849,47
Total	-3 912 243,00	-6 103 463,38	-10 015 706,38
Section d'investissement	Budget voté	Corrections CRC	Budget corrigé
Recettes	3 524 332,00	-327 733,46	3 196 598,54
Dépenses	5 014 679,00	637 619,61	5 652 298,61
Résultat de l'exercice	-1 490 347,00	-965 353,07	-2 455 700,07
Résultats antérieurs	0,00	762 786,97	762 786,97
Total	-1 490 347,00	-202 566,10	-1 692 913,10
Total des deux sections	-5 402 590,00	-6 306 029,48	-11 708 619,48

Source : chambre régionale des comptes

- le budget annexe de l'eau de 2019, après correction de sa sincérité par la chambre est en déséquilibre de – 21 649 758,26 € dont – 21 899 034,01 € proviennent de la section d'exploitation, calculé comme il suit :

Tableau n°12 : Budget annexe « Eau » de 2019, après correction par la chambre (en euros)

Section d'exploitation	Budget voté	Corrections CRC	Budget corrigé
Recettes	11 886 997,00	895 537,00	12 782 534,00
Dépenses	18 724 670,00	1 424 741,79	20 149 411,79
Résultat de l'exercice	-6 837 673,00	-529 204,79	-7 366 877,79
Résultats antérieurs	0,00	-14 532 156,22	-14 532 156,22
Total	-6 837 673,00	-15 061 361,01	-21 899 034,01
Section d'investissement	Budget voté	Corrections CRC	Budget corrigé
Recettes	1 465 889,00	1 545 397,65	3 011 286,65
Dépenses	2 471 276,00	573 150,59	3 044 426,59
Résultat de l'exercice	-1 005 387,00	972 247,06	-33 139,94
Résultats antérieurs	0,00	282 415,69	282 415,69
Total	-1 005 387,00	1 254 662,75	249 275,75
Total des deux sections	-7 843 060,00	-13 806 698,26	-21 649 758,26

Source : chambre régionale des comptes

- le budget annexe « Assainissement » de 2019, après correction de sa sincérité par la chambre, est en déséquilibre par section comme il suit :
 - - 2 084 096,93 € en exploitation ;
 - + 8 834 895,62 € en investissement.

Tableau n°13 : Budget annexe « Assainissement » de 2019 après correction par la chambre (en euros)

Section d'exploitation	Budget voté	Corrections CRC	Budget corrigé
Recettes	5 053 828,00	5 339 774,29	10 393 602,29
Dépenses	5 053 828,00	9 203 835,09	14 257 663,09
Résultat de l'exercice	0,00	-3 864 060,79	-3 864 060,79
Résultats antérieurs	0,00	1 779 963,86	1 779 963,86
Total	0,00	-2 084 096,93	-2 084 096,93
Section d'investissement	Budget voté	Corrections CRC	Budget corrigé
Recettes	2 596 013,00	9 557 320,66	12 153 333,66
Dépenses	2 596 013,00	2 098 666,22	4 694 679,22
Résultat de l'exercice	0,00	7 458 654,44	7 458 654,44
Résultats antérieurs	0,00	1 376 241,18	1 376 241,18
Total	0,00	8 834 895,62	8 834 895,62
Total des deux sections	0,00	6 750 798,68	6 750 798,68

Source : chambre régionale des comptes

- le budget annexe « Transport » de 2019, après correction de sa sincérité par la chambre, s'équilibre par section comme il suit :

Tableau n°14 : Budget annexe « Transport » de 2019, après correction par la chambre (en euros)

Section d'exploitation	Budget voté	Corrections CRC	Budget corrigé
Recettes	4 445 629,00	206 256,73	4 651 885,73
Dépenses	4 445 629,00	3 780 698,86	8 226 327,86
Résultat de l'exercice	0,00	-3 574 442,13	-3 574 442,13
Résultats antérieurs	0,00	3 574 442,13	3 574 442,13
Total	0,00	0,00	0,00
Section d'investissement	Budget voté	Corrections CRC	Budget corrigé
Recettes	170 847,00	1 952 347,03	2 123 194,03
Dépenses	170 847,00	2 067 070,42	2 237 917,42
Résultat de l'exercice	0,00	-114 723,39	-114 723,39
Résultats antérieurs	0,00	114 723,39	114 723,39
Total	0,00	0,00	0,00
Total des deux sections	0,00	0,00	0,00

Source : chambre régionale des comptes

II. B. 4. Sur la couverture du remboursement du capital de la dette par les ressources propres

CONSIDERANT que le remboursement du capital de la dette est assuré par des ressources propres pour tous les budgets supportant de la dette bancaire ;

III. SUR LES MESURES DE REDRESSEMENT NECESSAIRES AU RETOUR À L'EQUILIBRE

CONSIDERANT que, dans son avis rendu ce jour sur le compte administratif de 2018, la chambre régionale des comptes démontre que la dégradation de la situation financière se poursuivra si aucune mesure de redressement n'est mise en œuvre et que le déficit prévisionnel global atteindra presque 47 M€ dès 2021 ;

CONSIDERANT que, dans cet avis, la chambre a constaté que le budget annexe de l'assainissement résorbera son déséquilibre sans mesure de redressement avant la fin 2021 ;

CONSIDERANT que, dans cet avis, la chambre a aussi préconisé les mesures de redressement à mettre en œuvre dès 2019 en vue d'un retour à l'équilibre du budget au plus tard le 31 décembre 2024, selon une trajectoire définie pour chacun des budgets en déséquilibre ;

CONSIDERANT que la poursuite de la procédure prévue par l'article L. 1612-14 du CGCT permettra à la chambre de suivre, chaque année, la mise en œuvre par la commune des mesures nécessaires au respect de cet échéancier et au rétablissement de l'équilibre budgétaire ;

PAR CES MOTIFS,

- 1) **DECLARE** recevable la saisine du préfet de la Guadeloupe ;


- 2) **CONSTATE** que le budget primitif principal de 2019 de la CAGSC a été voté avec un déséquilibre, après corrections par la chambre, de - 11 708 619,48, le budget annexe « *Eau* » avec un déséquilibre, après corrections par la chambre, de - 21 649 758,26 €, le budget annexe « *Assainissement* » avec un déséquilibre de la section d'exploitation de - 2 084 096,93 € ;
- 3) **CONSTATE** un déficit de trésorerie de 79,5 M€ au 1^{er} janvier 2019 ;
- 4) **DEMANDE** à la CAGSC de mettre en œuvre les mesures de redressement ci-dessus présentées, afin de permettre un retour à l'équilibre au plus tard le 31 décembre 2024 ;
- 5) **SOULIGNE** auprès de la CAGSC que les ressources affectées réglementairement au budget « *Transport* » (subvention et taxes) ne doivent pas être utilisées à d'autres usages ;
- 6) **DEMANDE** au conseil communautaire de rectifier, dans un délai d'un mois, son budget principal et ses budgets annexes de 2019 en adoptant les mesures préconisées par le présent avis et suivant les annexes n°1 à 4 ;
- 7) **DEMANDE** au conseil communautaire d'adresser à la chambre régionale des comptes la nouvelle délibération dans le délai de huit jours après son adoption ;
- 8) **RAPPELLE** qu'en application de l'article L. 1612-19 du code général des collectivités territoriales, « *les assemblées délibérantes sont tenues informées dès leur plus proche réunion des avis formulés par la chambre régionale des comptes et des arrêtés pris par le représentant de l'Etat* » ;
- 7) **DEMANDE** en conséquence à la collectivité de faire connaître à la chambre la date de cette réunion et de l'accomplissement de cette obligation ;
- 9) **RAPPELLE** au préfet de Guadeloupe que le budget primitif 2020 de la CAGSC devra être transmis à la chambre en application de l'article L. 1612-14, 2^e alinéa, du code général des collectivités territoriales ;
- 10) **DIT** que le présent avis sera notifié au préfet de la Guadeloupe, au président de la CAGSC et au directeur régional des finances publiques ;

Délibéré par la chambre régionale des comptes de Guadeloupe, en sa séance du 3 octobre 2019.

Présents :

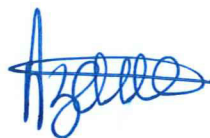
- M. Yves COLCOMBET, président de chambre, président de séance,
- MM. PARTOUCHE, PAPOUSSAMY, PELISSON, premiers conseillers,
- M. STEFANIZZI, premier conseiller, rapporteur.

Le président de séance



Yves COLCOMBET

La greffière de séance,



Martine AZARES

Avis n°2019-0120 (annexe n°1) - Budget principal de 2019 de la CAGSC

SECTION DE FONCTIONNEMENT - VUE D'ENSEMBLE				
Dépenses de fonctionnement		Budget voté	Modification CRC	Budget proposé
011	Charges à caractère général	19 608 584,02	0,00	19 608 584,02
012	Charges de personnel	12 159 196,00	0,00	12 159 196,00
014	Atténuations de produits	8 142 797,00	0,00	8 142 797,00
65	Autres charges de gestion courantes	846 241,00	-100 000,00	746 241,00
66	Charges financières	41 181,00	0,00	41 181,00
67	Charges exceptionnelles	1 347 405,42	0,00	1 347 405,42
68	Dotations aux amortissements	1 260 000,00	352 649,31	1 612 649,31
042	Opér. d'ordre de transferts entre sections	1 035 066,00	243 461,74	1 278 527,74
002	Déficit reporté	0,00	3 775 849,47	3 775 849,47
	Total	44 440 470,44	4 271 960,52	48 712 430,96
Recettes de fonctionnement		Budget voté	Modification CRC	Budget proposé
013	Atténuations de charges	36 000,00	0,00	36 000,00
70	Produits services, domaines et ventes	12 150,00	0,00	12 150,00
73	Impôts et taxes	29 523 940,00	1 674 000,00	31 197 940,00
74	Dotations et participations	8 498 007,00	0,00	8 498 007,00
75	Autres produits de gestion courante	21 600,00	0,00	21 600,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	62 165,00	0,00	62 165,00
042	Opér. d'ordre de transferts entre sections	113 781,00	529 081,58	642 862,58
002	Excédent reporté	0,00	0,00	0,00
	Total	38 267 643,00	2 203 081,58	40 470 724,58
SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE				
Dépenses d'investissement		Budget voté	Modification CRC	Budget proposé
16	Emprunts et dettes	1 179 754,00	0,00	1 179 754,00
20	Immobilisations incorporelles	236 778,32	0,00	236 778,32
13	Reversement de subventions	112 500,00	0,00	112 500,00
21	Immobilisations corporelles	2 177 832,21	0,00	2 177 832,21
23	Immobilisations en cours	1 302 571,50	0,00	1 302 571,50
040	Opér. d'ordre de transferts entre sections	0,00	529 081,58	529 081,58
041	Opérations patrimoniales	113 781,00	0,00	113 781,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
	Total	5 123 217,03	529 081,58	5 652 298,61
Recettes d'investissement		Budget voté	Modification CRC	Budget proposé
10	Dotations fonds divers et réserves	888 302,67	-789 100,87	99 201,80
13	Subventions d'investissement	1 818 869,00	0,00	1 818 869,00
040	Opér. d'ordre de transferts entre sections	1 035 066,00	243 461,74	1 278 527,74
001	Excédent reporté	0,00	762 786,97	762 786,97
	Total	3 742 237,67	217 147,84	3 959 385,51

BALANCE GENERALE DU BUDGET PRINCIPAL			
Section de fonctionnement	Budget voté	Modification CRC	Budget proposé
Dépenses	44 440 470,44	4 271 960,52	48 712 430,96
Recettes	38 267 643,00	2 203 081,58	40 470 724,58
Résultat	-6 172 827,44	-2 068 878,94	-8 241 706,38
Section d'investissement	Budget voté	Modification CRC	Budget proposé
Dépenses	5 123 217,03	529 081,58	5 652 298,61
Recettes	3 742 237,67	217 147,84	3 959 385,51
Résultat	-1 380 979,36	-311 933,74	-1 692 913,10
Résultat global prévisionnel	-7 553 806,80	-2 380 812,68	-9 934 619,48

Avis n°2019-0120 (annexe n°2) - Budget annexe « Eau » de 2019 de la CAGSC

SECTION D'EXPLOITATION - VUE D'ENSEMBLE				
Dépenses d'exploitation		Budget voté	Modification CRC	Budget proposé
011	Charges à caractère général	5 012 659,00	6 845 510,00	11 858 169,00
012	Charges de personnel	6 119 914,00	0,00	6 119 914,00
66	Charges financières	205 118,00	0,00	205 118,00
67	Charges exceptionnelles	150 000,00	346 158,55	496 158,55
68	Dotations aux amortissements	6 479 140,00	-6 037 044,14	442 095,86
042	Opér. d'ordre de transferts entre sections	757 839,00	270 117,38	1 027 956,38
002	Déficit reporté	0,00	14 532 156,22	14 532 156,22
	Total	18 724 670,00	15 956 898,01	34 681 568,01
Recettes de fonctionnement		Budget voté	Modification CRC	Budget rectifié
013	Atténuations de charges	119 728,00	0,00	119 728,00
70	Produits services, domaines et ventes	11 581 255,95	-615 715,02	10 965 540,93
74	Dotations et participations	450 000,00	0,00	450 000,00
75	Autres produits de gestion courante	493 705,00	0,00	493 705,00
77	Produits exceptionnels	8 000,00	0,00	8 000,00
042	Opér. d'ordre de transferts entre sections	470 232,00	275 328,07	745 560,07
	Total	13 122 920,95	-340 386,95	12 782 534,00
SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE				
Dépenses d'investissement		Budget voté	Modification CRC	Budget proposé
16	Emprunts et dettes	760 592,43	0,00	760 592,43
204	Subvention d'équipements versées	169 910,00	30 770,00	200 680,00
21	Immobilisations corporelles	1 185 091,28	-30 770,00	1 154 321,28
23	Immobilisations en cours	183 272,81	0,00	183 272,81
040	Opér. d'ordre de transferts entre sections	0,00	275 328,07	275 328,07
041	Opérations patrimoniales	470 232,00	0,00	470 232,00
	Total	2 769 098,52	275 328,07	3 044 426,59
Recettes d'investissement		Budget voté	Modification CRC	Budget proposé
10	Dotations fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
1068	Excédent de fonctionnement capitalisé	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	1 983 330,27	0,00	1 983 330,27
138	Autres subvention non transférables	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00	0,00
040	Opér. d'ordre de transferts entre sections	757 839,00	270 117,38	1 027 956,38
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions	0,00	0,00	0,00
001	Excédent reporté	0,00	282 415,69	282 415,69
	Total	2 741 169,27	552 533,07	3 293 702,34

BALANCE GENERALE DU BUDGET ANNEXE « EAU »			
Section d'exploitation	Budget voté	Modification CRC	Budget proposé
Dépenses	18 724 670,00	15 956 898,01	34 681 568,01
Recettes	13 122 920,95	-340 386,95	12 782 534,00
Résultat	-5 601 749,05	-16 297 284,96	-21 899 034,01
Section d'investissement	Budget voté	Modification CRC	Budget proposé
Dépenses	2 769 098,52	275 328,07	3 044 426,59
Recettes	2 741 169,27	552 533,07	3 293 702,34
Résultat	-27 929,25	277 205,00	249 275,75
Résultat global prévisionnel	-5 629 678,30	-16 020 079,96	-21 649 758,26

Avis n°2019-0120 (annexe n°3) - Budget annexe « Assainissement » de 2019 de la CAGSC

SECTION D'EXPLOITATION - VUE D'ENSEMBLE				
Dépenses de fonctionnement		Budget voté	Modification CRC	Budget proposé
011	Charges à caractère général	775 200,00	0,00	775 200,00
012	Charges de personnel	1 179 113,00	0,00	1 179 113,00
66	Charges financières	136 894,00	0,00	136 894,00
67	Charges exceptionnelles	39 024,00	58 676,78	97 700,78
68	Dotations aux amortissements	375 212,00	230 635,00	605 847,00
023	Virement à la section d'investissement	1 931 170,00	-1 931 170,00	0,00
042	Opér. d'ordre de transferts entre sections	617 215,00	10 845 693,31	11 462 908,31
Total		5 053 828,00	9 203 835,09	14 257 663,09
Recettes de fonctionnement		Budget voté	Modification CRC	Budget proposé
013	Atténuations de charges	1 000,00	0,00	1 000,00
70	Produits services, domaines et ventes	4 888 375,80	4 912 321,80	9 800 697,60
75	Autres produits de gestion courante	114 600,00	0,00	114 600,00
77	Produits exceptionnels	1 000,00	0,00	1 000,00
042	Opér. d'ordre de transferts entre sections	396 677,00	79 627,69	476 304,69
002	Excédent reporté	0,00	1 779 963,86	1 779 963,86
Total		5 401 652,80	6 771 913,35	12 173 566,15
SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE				
Dépenses d'investissement		Budget voté	Modification CRC	Budget proposé
16	Emprunts et dettes	762 203,61	0,00	762 203,61
20	Immobilisations incorporelles	1 164 652,51	0,00	1 164 652,51
204	Subvention d'équipement	58 000,00	65 628,79	123 628,79
21	Immobilisations corporelles	1 783 365,75	-65 628,79	1 717 736,96
23	Immobilisations en cours	450 152,66	0,00	450 152,66
040	Opér. d'ordre de transferts entre sections	396 677,00	79 627,69	476 304,69
Total		4 615 051,53	79 627,69	4 694 679,22
Recettes d'investissement		Budget voté	Modification CRC	Budget proposé
1068	Excédent de fonctionnement capitalisé	0,00	491 051,75	491 051,75
13	Subventions d'investissement	199 373,60	0,00	199 373,60
021	Virement de la section de fonctionnement	1 931 170,00	-1 931 170,00	0,00
040	Opér. d'ordre de transferts entre sections	617 215,00	10 845 693,31	11 462 908,31
001	Excédent reporté	0,00	1 376 241,18	1 376 241,18
Total		2 747 758,60	10 781 816,24	13 529 574,84

BALANCE GENERALE DU BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT »			
Section d'exploitation	Budget voté	Modification CRC	Budget proposé
Dépenses	5 053 828,00	9 203 835,09	14 257 663,09
Recettes	5 401 652,80	6 771 913,35	12 173 566,15
Résultat	347 824,80	-2 431 921,73	-2 084 096,93
Section d'investissement	Budget voté	Modification CRC	Budget proposé
Dépenses	4 615 051,53	79 627,69	4 694 679,22
Recettes	2 747 758,60	10 781 816,24	13 529 574,84
Résultat	-1 867 292,93	10 702 188,55	8 834 895,62
Résultat global prévisionnel	-1 519 468,13	8 270 266,81	6 750 798,68

Avis n°2019-0120 (annexe n°4) – Budget annexe « Transport » de 2019 de la CAGSC

SECTION D'EXPLOITATION - VUE D'ENSEMBLE				
Dépenses de fonctionnement		Budget voté	Modification CRC	Budget proposé
011	Charges à caractère général	2 989 662	250 000,00	3 239 662,00
012	Charges de personnel	1 133 120,00	0,00	1 133 120,00
014	Atténuation de produits	2 000,00	0,00	2 000,00
67	Charges exceptionnelles	150 000,00	1 578 351,83	1 728 351,83
023	Virement à la section d'investissement	102 119,00	1 948 168,28	2 050 287,28
042	Opér. d'ordre de transferts entre sections	68 728,00	4 178,75	72 906,75
Total		4 445 629,00	3 780 698,86	8 226 327,86
Recettes de fonctionnement		Budget voté	Modification CRC	Budget proposé
013	Atténuations de charges	12 000,00	0,00	12 000,00
70	Produits services, domaines et ventes	258 921,00	206 256,73	465 177,73
73	Impôts et taxes	2 600 000,00	0,00	2 600 000,00
74	Dotations et participations	1 563 861,00	0,00	1 563 861,00
042	Opér. d'ordre de transferts entre sections	10 847,00	0,00	10 847,00
002	Excédent reporté	0,00	3 574 442,13	3 574 442,13
Total		4 445 629,00	3 780 698,86	8 226 327,86
SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE				
Dépenses d'investissement		Budget voté	Modification CRC	Budget proposé
20	Immobilisations incorporelles	25 000,00	25 040,00	50 040,00
21	Immobilisations corporelles	135 000,00	86 030,42	221 030,42
23	Immobilisations en cours	0,00	1 956 000,00	1 956 000,00
040	Opér. d'ordre de transferts entre sections	10 847,00	0,00	10 847,00
Total		170 847,00	2 067 070,42	2 237 917,42
Recettes d'investissement		Budget voté	Modification CRC	Budget proposé
021	Virement de la section de fonctionnement	102 119,00	1 948 168,28	2 050 287,28
040	Opér. d'ordre de transferts entre sections	68 728,00	0,00	68 728,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	4 178 75	4 178,75
001	Excédent reporté	0,00	114 723,39	114 723,39
Total		170 847,00	2 067 070,42	2 237 917,42

BALANCE GENERALE DU BUDGET ANNEXE « <i>TRANSPORT</i> »			
Section d'exploitation	Budget voté	Modification CRC	Budget proposé
Dépenses	4 445 629,00	3 780 698,86	8 226 327,86
Recettes	4 445 629,00	3 780 698,86	8 226 327,86
Résultat	0,00	0,00	0,00
Section d'investissement	Budget voté	Modification CRC	Budget proposé
Dépenses	170 847,00	2 067 070,42	2 237 917,42
Recettes	170 847,00	2 067 070,42	2 237 917,42
Résultat	0,00	0,00	0,00
Résultat global prévisionnel	0,00	0,00	0,00